

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 02/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 06/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ARC FRANCE**

104 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE  
62510 Arques

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G1\ARC  
FRANCE\_Arques\_0007000621\2\_Inspections\2025 11 06 Recollement APMD 11\_05\_2023\_cheminée  
Code AIOT : 0007000621

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement ARC FRANCE implanté 104 avenue du Général de Gaulle 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARC FRANCE
- 104 avenue du Général de Gaulle 62510 Arques
- Code AIOT : 0007000621
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement de la verrerie ARC France est réparti en plusieurs sites sur 180 ha et comprend :

- l'usine de la Vallée (activités administratives, des entrepôts de stockage et des fours) ;
- la zone BATAVIA (activités d'entreposage) ;
- la zone industrielle du Hocquet (activités de stockage, chambre de moules, ateliers machines, fours, etc.) ;
- la zone industrielle du Lobel (activités d'entreposage et de composition).

L'établissement est actuellement classé SEVESO Seuil bas pour l'emploi et le stockage de substances et préparations toxiques. Les activités du site sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2023 qui supprime et remplace les prescriptions des actes antérieurs du site. Le site est soumis à déclaration pour la rubrique 1185 2a concernant les gaz à effet de serre fluorés.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Récolement
- Suite à mise en demeure

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Non-conformité chapeau chinois cheminée nickelage S1	AP de Mise en Demeure du 11/05/2023, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée le 06/11/2025, elle s'inscrit dans le contrôle du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/05/2023. L'inspection a constaté que l'exploitant est toujours en non-conformité suite à la présence d'un chapeau chinois sur la sortie de la cheminée de la ligne nickelage S1. L'exploitant a déclaré qu'en raison de problématiques fournisseurs, l'investissement pour une nouvelle ligne de nickelage n'a pas été approuvé par la direction du site, ainsi il s'est engagé à retirer le chapeau chinois d'ici la semaine 50 de l'année 2025.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/05/2023 est maintenu. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la réalisation des travaux sous un délai de 1 mois.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Non-conformité chapeau chinois cheminée nickelage S1**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, nouvelle ligne de nickelage

### Prescription contrôlée :

La société ARC FRANCE exploitant une installation de production d'articles verriers sise 104, avenue du Général de Gaulle sur la commune de ARQUES (62510), est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 susvisé, en :

- transmettant à l'inspection de l'Environnement l'étude technique réalisée pour remplacer l'atelier de nickelage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- transmettant la preuve de la validation budgétaire du projet sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- transmettant les bons de commande associés aux travaux sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- démarrant la nouvelle ligne de nickelage dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- n'utilisant plus les cheminées de la ligne de Nickelage S1 dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où le projet de remplacement de l'atelier de nickelage n'aboutirait pas, l'exploitant procède au retrait du chapeau chinois de cette ligne dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

### Constats :

En séance, l'exploitant indique que suite à des problématiques fournisseurs, à date, aucun investissement pour le remplacement de la ligne de nickelage S1 n'a été approuvée par la direction du site. De ce fait, aucun des documents demandés dans l'arrêté n'a été transmis à l'inspection.

Par ailleurs, l'exploitant déclare que la cheminée de la ligne de nickelage S1 a été utilisée puisque la ligne de nickelage S1 est en fonctionnement et qu'elle n'a pas été remplacée. Ceci, après l'échéance de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Néanmoins, l'exploitant précise qu'il a fait approuver un investissement dit de « réhausse de la cheminée de nickelage S1 » pour un retour à la conformité dans l'attente de l'approbation de l'investissement nouvelle ligne de nickelage S1.

Le bon de commande standard 4500325510 en date du 29/09/2025 a été présenté et transmis à l'inspection. Le bon de commande indique en description « *rehausser cheminée nickelage S1* ».

L'exploitant déclare que les travaux dureront une demie journée et qu'ils auront lieu d'ici la semaine 50 de l'année 2025. Cette réhausse consiste en la pose de « chapeaux jet », soit deux cônes agrafés ensemble pourvu d'un cône intérieur relié à un tuyau rigide pour l'évacuation des eaux de pluies, l'air rejeté glisse entre le cône intérieur et les bords des cônes extérieurs.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que le chapeau chinois est toujours présent en sortie de la cheminée de la ligne de nickelage S1.

En conclusion, l'inspection constate que lors de la visite, soit environ 22 mois après le délai imparti par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/05/2023 , le retour à la conformité n'est pas effectif puisque le chapeau chinois est toujours présent sur la cheminée. L'exploitant a

démontré son engagement à retirer le chapeau chinois début décembre 2025 par le biais d'un bon de commande.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmettra les documents (photo, PV de réception travaux ou autre) justifiant de la réalisation des travaux de « réhausse de la cheminée nickelage S1 ») dans un délai de 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois